



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2873
25 août 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Climat, crises, guerres le capitalisme met le feu à la planète



En Grèce, le 22 août

Entreprises

**Canicule
et exploitation**

pages 8,9,10

Hawaï

**Tragédie
de la course au profit**

page 12

Niger

**Troupes françaises
hors d'Afrique !**

page 6

Leur société

- Santé : encore à la diète 3
- Plan Eau : la soif de profits 3
- Macron : mettre la jeunesse au pas 3
- Un crime de lèse-bourgeoisie 3
- Incendie à L'Île Saint-Denis : mourir du mal-logement 4
- Transport et canicule : les idées fumeuses du ministre 4
- Fournitures scolaires : coup de chaud sur les prix 4
- Noyades : un drame prévisible 4
- Nucléaire : jusque-là, tout va bien... 5
- Football : les milliards du mercato 5
- Darmanin : démagogue des mers du sud 5
- Transports en commun - Côte d'Azur : augmentation à grande vitesse 5
- Samedi 26 août : contre la loi Darmanin 7
- Nos lecteurs écrivent : non à "l'esprit de défense nationale" 8
- Charente-Maritime : la "charité" de la grande distribution 8

Dans le monde

- Niger : la population, victime des grandes puissances 6
- À bas la domination impérialiste 6
- Irak : l'armée française dans ses œuvres 6
- BRICS : la faute au dollar, ou à l'impérialisme ? 7
- Migrants : assassinés en Arabie saoudite et ailleurs 7
- Hawaï : une tragédie due à la course au profit 12

Dans les entreprises

- Clestra - Illkirch : face à un patron avide de profit 8
- PSA - Sochaux : canicule et exploitation 8
- Canicule : le travail, c'est pas la santé 9
- Disney : pas de magie sans les travailleurs 9
- Stellantis : même exploitation des deux côtés de l'océan 10
- Renault Trucks - Vénissieux : chaleurs infernales 10
- Synthexim - Calais : patrons irresponsables, État complice 10
- Laser Propreté SNCF Marseille : les travailleurs enfin payés ? 11
- Solvay - Saint-Fons : absurdité capitaliste 11

Agenda

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Contre le capitalisme, fauteur de crises et de guerres

L'été et les vacances n'effacent pas les problèmes qui s'accumulent au-dessus de nos têtes. Climat, crise, guerre : où que le regard se tourne, on a l'impression d'être dans un scénario de film catastrophe.

Les drames s'enchaînent, des canicules aux incendies géants, qui ont fait plus de cent victimes à Hawaï, un État du pays le plus riche du monde, les États-Unis. Au Canada comme en Espagne, des dizaines de milliers de personnes ont tout perdu et doivent fuir l'avancée des flammes. Ces catastrophes, qui se répètent et s'aggravent, illustrent l'impasse du capitalisme, incapable de résoudre les problèmes générés par l'anarchie destructrice de cette économie orientée par le profit privé.

S'ajoutent les tensions guerrières qui montent partout dans le monde. Tout près de nous, la guerre en Ukraine, commencée il y a un an et demi, aurait fait au moins un demi-million de victimes. Aux exactions de Poutine répond la tentative de contre-offensive de Zelensky, qui prévient qu'elle durera sans doute des mois. Franchissant un nouveau pas dans l'intensification de la guerre, les puissances occidentales lui promettent des avions de combat. Pour elles, la guerre peut bien s'enliser et les morts s'additionner, tant que cela leur permet d'affronter Poutine sans payer elles-mêmes le prix du sang, tout en testant leur arsenal sur le terrain.

En Afrique, dans la région du Sahel, où la population subit déjà les exactions des bandes armées djihadistes, la crise menace de s'aggraver après le putsch des généraux au Niger. Les dirigeants français et américains s'abritent derrière la CEDEAO, coalition d'États africains voisins, pour menacer d'une intervention militaire. Ces deux puissances sont prêtes à tout pour défendre les intérêts de leurs capitalistes, chacune avec son calendrier et en fonction de leurs rivalités.

Macron prétend restaurer « l'État de droit au Niger ». Quel mensonge ! Ce qu'il ne supporte pas, c'est que les putschistes – sortis du même moule que le gouvernement corrompu qu'ils remplacent – fassent mine de lui tenir tête. Ces putschistes, qui aujourd'hui dénoncent l'impérialisme français, trouveront peut-être demain un accord avec lui ou avec son rival américain. Mais quels que soient les calculs et les intérêts des uns et des autres, la population nigérienne paie le prix fort. Elle est frappée par les sanctions économiques, qui entraînent flambée des prix et

pénurie de nourriture et de médicaments. Pour la population de ce pays, parmi les plus pauvres du monde, c'est déjà une condamnation à mort.

Partout, les puissances impérialistes tentent de mettre le monde en ordre de bataille derrière elles. Le 18 août, Biden a réuni les dirigeants du Japon et de la Corée du Sud pour annoncer le renforcement de leur coopération militaire et affirmer que les trois pays formeront un bloc uni pour « la sécurité dans la région » face à la Chine et à la Corée du Nord. Les forces armées des États-Unis sont déjà présentes dans la zone, mais ces derniers rappellent ainsi aux populations du Japon et de la Corée du Sud qu'elles doivent se ranger derrière eux.

En montrant ainsi leurs muscles, les impérialistes, États-Unis en tête, préparent le monde à une guerre générale pour mieux assurer leur domination sur la planète et endiguer la montée en puissance de la Chine. Le maintien de leur ordre mondial est à ce prix, la guerre économique débouchant sur la guerre tout court.

C'est au nom de la défense de la liberté et des valeurs démocratiques qu'ils prétendent enrôler leurs populations, future chair à canon d'une guerre pour leurs intérêts. Ne marchons pas dans leurs mensonges !

C'est ainsi que Macron justifie les 413 milliards de budget militaire. Le pays n'est pas sous les bombes, mais la facture est déjà présentée aux classes populaires. Pendant que les rois de l'économie de guerre, les Dassault, Thales et autres grands groupes, se frottent les mains et enregistrent des profits records, l'essentiel manque pour les quartiers populaires. Pas un sou ne doit servir à la sale guerre qu'ils préparent ! Réquisition des milliards des marchands de mort, pour répondre aux besoins de la population !

Cet argent serait nécessaire, par exemple, pour le logement. L'incendie qui a fait trois morts dans une tour HLM de l'Île-Saint-Denis, en banlieue parisienne, l'a cruellement rappelé. Sous le contrôle des travailleurs et des habitants, l'argent des profiteurs de guerre irait à la construction de millions de logements décentes et abordables, pour éviter que d'autres familles meurent du mal-logement.

Nos intérêts de travailleurs sont à l'opposé de ceux de nos exploiters. Pour empêcher le monde de sombrer dans la barbarie, c'est contre leur domination qu'il faut partir en guerre !



Santé : encore à la diète

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, prétend réaliser 15 milliards d'économies sur le budget 2024, en préparation.

Ses services font couvrir le bruit qu'environ un milliard et demi d'euros seraient ainsi économisés sur les dépenses de santé de la population.

Les patients devraient par exemple payer un euro, au lieu de 50 centimes, sur chaque boîte de médicaments, et deux euros, au

lieu d'un, par consultation médicale, radiographie ou analyses. Des augmentations du même genre frapperaient les transports médicaux, les soins infirmiers, la kinésithérapie, le forfait hospitalier de 20 euros et les 19,61 euros pour passage aux Urgences non suivi d'hospitalisation.

La raison avancée est qu'il faudrait réduire les déficits publics. Le déficit principal est celui du budget de l'État, creusé par les cadeaux aux industriels et aux financiers. En revanche les économies évoquées concernent la Sécurité sociale, financée quasi exclusivement par les cotisations des salariés, ce qui n'a jamais empêché l'État de financer avec l'argent de

la Sécu de nombreuses dépenses à sa charge... tout en exemptant les bourgeois de payer.

Ces annonces s'ajoutent aux attaques récentes contre les arrêts maladies, au manque général de personnel et de financement des hôpitaux. Les travailleurs paient pour tout cela, mais l'État détourne de plus en plus d'argent, à coups de subventions et de plans

d'aides, vers les grandes entreprises et la finance.

Pour la bourgeoisie, tout ce qui ne converge pas vers ses coffres-forts est de l'argent perdu. Pour les travailleurs, au contraire, l'argent, les dividendes, les actions, les fortunes des bourgeois constituent le véritable gaspillage social, auquel il faut mettre fin.

Vincent Gelas

Plan Eau : la soif de profits

En mars dernier, le gouvernement avait annoncé en grande pompe un plan Innov eau, censé aboutir d'ici 2030 à « une gestion résiliente et concertée de l'eau ». Lundi 21 août, il a dévoilé une liste d'une douzaine de sites industriels, sur cinquante au total, qui seraient « incités » à réfléchir à la manière d'économiser leur consommation.

Parmi eux, des géants comme ArcelorMittal, Ugittech, Saint-Gobain, TotalEnergies. Des groupes qui auraient largement les moyens, en puisant dans leurs bénéfices passés et présents, de financer une rénovation de leurs installations ou une modification de leurs procédés de fabrication pour consommer moins d'eau. Mais non. Les industriels sont assistés en permanence par l'État, qui met à leur disposition, et c'est là

tout l'intérêt du plan Eau, un fonds de 100 millions d'euros. Les patrons doivent en permanence être « incités » à être vertueux, et il n'est bien sûr pas question d'une quelconque contrainte ou d'une simple vérification de la manière dont cet argent sera employé.

Pour lutter contre la sécheresse croissante entraînée par le réchauffement climatique, il faudrait naturellement organiser et planifier une gestion rationnelle

de l'eau, à commencer par la rénovation et la modernisation du système de distribution. Celui-ci date en grande partie des années 1970 et serait responsable d'une déperdition de près de un milliard de mètres cubes d'eau chaque année, soit 20% de la production totale, et jusqu'à 40% en outre-mer. Une rénovation qui est le cadet des soucis des trusts de l'eau, tels Veolia, Suez ou la Saur, qui ne se privent pourtant pas d'augmenter les tarifs pour leurs clients, les particuliers et les communes. Dans la société capitaliste, l'eau n'est qu'une marchandise comme une autre, et donc soumise au profit et à la rentabilité.

Camille Paglieri



Un crime de lèse-bourgeoisie

Un « convoi de l'eau » s'est formé à l'appel d'un collectif opposé aux projets de mégabassines pour l'irrigation agricole. C'est en marge de ce cortège que quelques mètres carrés de la verte pelouse du golf de Beaumont-Saint-Cyr, près de Poitiers, ont été endommagés. Il faut préciser qu'il est situé dans un département, la Vienne, qui est depuis la fin juillet en alerte sécheresse renforcée, avec des restrictions drastiques pour la population et les petits agriculteurs, et que, même dans ce cas, les golfs bénéficient de

dérogations pour l'arrosage de leurs greens.

On ne voit pas bien quelle production agricole était menacée par l'action symbolique de ces militants, mais cela a suffi pour que le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, s'insurge de ce « saccage du travail et de l'outil de travail d'autrui ».

Tels qu'on connaît les ministres, le travail dont parle Fesneau n'est pas celui des employés qui tondent la pelouse, mais celui des tondeurs de profits qui la piétinent en papotant.

Serge Fauveau

Macron : mettre la jeunesse au pas

Jeudi 17 août, Emmanuel Macron s'est rendu à Bormes-les-Mimosas pour commémorer le débarquement de Provence, en août 1944.

Le président a pris son air solennel pour lancer un appel aux jeunes à s'engager pour la patrie, prenant en exemple un soldat de 17 ans engagé volontaire dans les forces alliées de ce débarquement.

Les grandes phrases creuses étaient au rendez-vous sur « ce lien inoxydable qui fait la nation » et ces jeunes qui « avaient l'amour de la patrie ». Mais, dans cette nation pour laquelle il faudrait combattre et mourir, la population ne décide de rien. Ce sont les capitalistes qui dirigent, qui font la pluie et le beau temps. Ce sont eux qui décident si on a le droit ou pas de gagner sa vie, qui décident des salaires et des

prix. Et d'ailleurs ce sont eux qui décident des guerres, en fonction de leurs intérêts économiques. Cette nation est la leur. Pourquoi irait-on mourir pour elle? Les cimetières militaires de la guerre de 14-18 sont remplis de jeunes soldats fauchés avant d'avoir vécu, à qui on avait fait croire qu'il s'agissait de défendre la patrie.

Il ne s'agit pas seulement du passé. Aujourd'hui, la situation internationale se tend de mois en mois, les budgets des armées explosent. L'escalade vers la guerre généralisée entre grandes puissances pour la domination du monde se poursuit. L'État français se prépare techniquement,



en augmentant la production d'armes, mais surtout prépare moralement et politiquement la population. Entre les appels au recrutement de l'armée, les discours patriotiques et l'élargissement du Service national universel à la rentrée, le gouvernement veut faire marcher la jeunesse au pas.

Il n'est pas certain qu'il y parvienne, heureusement.

Nicolas Pawlak

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Montbéliard

Samedi 16 septembre à partir de 16 heures
La Roselière - Place du Champ-de-Foire

Lyon

Samedi 23 septembre à partir de 17 heures
Dimanche 24 septembre de 11 h 30 à 19 heures
Espace Mosaïque à Saint-Priest

Avec Nathalie Arthaud

Lille

Samedi 30 septembre de 15 heures à minuit
Cousinerie à Villeneuve-d'Ascq, rue Carpeaux

Avec Nathalie Arthaud

Bourges

Samedi 30 septembre de 14 heures à minuit
Restaurant Les Rives d'Auron (près de la Médiathèque)

Incendie à L'Île-Saint-Denis : mourir du mal-logement

Samedi 19 août, peu avant 10 heures du matin, un incendie s'est déclaré au 9^e étage de la grande tour de la cité Thorez de L'Île-Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, se propageant rapidement aux étages supérieurs.

Malgré l'intervention rapide et massive des pompiers, trois personnes sont décédées : une mère de famille, son fils de 13 ans et une jeune femme qui s'est

jetée du balcon en proie à la panique. 19 autres ont été blessées.

Sans la réactivité des habitants, qui ont donné l'alerte et se sontentraîdés, le bilan aurait pu être encore plus dramatique. Les causes de l'incendie sont encore inconnues, mais la vétusté du bâtiment et même de l'ensemble de la cité, la plus ancienne de la ville, sont, elles, parfaitement connues. Les habitants dénoncent les ascenseurs en panne, la plomberie et l'électricité défectueuses. Il y a deux ans, un incendie a déjà eu lieu dans la même tour, heureusement sans victime cette fois-là. Un récent changement de l'office HLM devait s'accompagner de travaux de rénovation,

mais ils n'ont pas encore eu lieu.

Les habitants de la tour sont actuellement hébergés dans des hôtels la nuit et la mairie leur a ouvert les portes du gymnase pour qu'ils puissent se retrouver pendant la journée. Les gestes de solidarité de la population sont nombreux pour leur venir en aide.

Cependant, dès à présent se pose le problème du

relogement des habitants, non seulement pour ceux dont les logements sont détruits, mais aussi pour les autres, qui ne se sentent plus en sécurité dans cette tour, et sont très affectés par ces trois décès. Ils ont en tout cas commencé à réagir collectivement, ce qui est la meilleure garantie pour faire respecter leurs droits

Correspondant LO

CAPTURE FRANCE TV



Transports et canicule : les idées fumeuses du ministre

Face aux intenses chaleurs de la semaine, du 21 août, le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a dégainé un plan canicule audacieux : messages aux usagers et distribution de bouteilles d'eau dans les gares.

Ces mesures ont un double avantage, pour le gouvernement seulement : elles ne coûtent pour ainsi dire rien et renvoient tout un chacun à sa responsabilité individuelle. Ainsi, les personnes les plus fragiles sont incitées à décaler leur voyage, à sortir aux heures les plus fraîches, comme s'il était possible dans cette société de faire ce qu'on veut quand on veut, quand on est un travailleur. Quant aux messages qui s'affichent partout sur la nécessité de boire beaucoup, de faire une pause dans un lieu réfrigéré, ils ont une saveur particulière lorsqu'on est dans une rame de métro bondée ou sur un quai en plein soleil.

En fait, toute cette communication masque mal le manque de moyens pour

lutter contre la chaleur excessive dans les transports. En Île-de-France, seuls 40% des bus et 36% des métros sont climatisés. Dans les bus et rames non climatisés, les passagers sont contraints de tenter de trouver une place à côté des quelques fenêtres entrebâillées qui envoient un peu d'air... chaud. Les conducteurs de métro, eux, même s'ils peuvent prendre un peu de repos dans les salles de pause climatisées en terminus, doivent rouler toutes portes ouvertes pour ne pas suffoquer.

Quant aux bouteilles d'eau dans les gares, il faut aller les chercher soi-même. Elles ne sont pas distribuées, « pour ne pas gaspiller », a affirmé le ministre, qui ne craint visiblement pas de gaspiller sa salive.

C.P.

Fournitures scolaires : coup de chaud sur les prix

L'étude annuelle de la Confédération syndicale des familles parue mercredi 16 août confirme que les fournitures scolaires n'échappent pas à la flambée généralisée des prix, qui touche en priorité les familles populaires.

Pour les élèves de primaire, la hausse est la plus importante, avec plus 23% en un an. Le coût des fournitures scolaires pour un collégien est en moyenne de 371 euros et les 427 euros nécessaires pour un lycéen augmentent encore pour de nombreuses filières professionnelles.

Toutes les catégories de produits connaissent une augmentation et les marques distributeurs,

censées être meilleur marché ont connu les hausses les plus importantes.

Les capitalistes du secteur tentent de justifier cette augmentation par une hausse du coût de la pâte à papier. Mais ils n'ont pas pour autant été pressés de répercuter la baisse intervenue depuis mai. Là aussi, on invoque la responsabilité du Covid et de la guerre en Ukraine. En réalité, industriels du secteur et grande

distribution s'arrangent toujours pour que ce soient les consommateurs qui paient et qu'eux puissent engranger toujours plus de profits. Et ce n'est pas la menace du gouvernement de faire intervenir la répression des fraudes qui risque de les inquiéter.

La FCPE réclame la gratuité des fournitures scolaires. Ce serait en effet la moindre des choses que la collectivité prenne en charge la totalité de ce qui est nécessaire aux élèves tout au long de leur scolarité, rendant ainsi l'école et l'instruction réellement gratuites.

Christian Chavaux

Noyades : un drame prévisible

Entre le début du mois de juin et le 2 août, 177 décès ont été provoqués par des noyades selon les chiffres de Santé publique France. Cela n'a rien d'inattendu : chaque année, elles sont la première cause de mortalité par accident de la vie courante pour les moins de 25 ans.

Face à ce drame récurrent, le gouvernement pointe la responsabilité des parents. Sa campagne de prévention diffusée à la télévision affiche le slogan « Vous tenez à eux, ne les quittez pas des yeux ». Cette leçon de morale sert à masquer la culpabilité de l'État

dans cette situation. Car si des jeunes et des moins jeunes se noient chaque été, c'est d'abord parce qu'ils ne savent pas nager.

Pourtant l'apprentissage de la natation est entré dans les programmes scolaires comme une « priorité nationale » depuis plus de dix

ans. Mais de l'affichage à la réalité, il y a un gouffre. Un enfant sur cinq ne sait pas nager à la sortie de l'école primaire. Et dans les familles ouvrières, la proportion est plus grande encore. En Seine-Saint-Denis, sept enfants sur dix entrent en sixième sans avoir appris à nager, d'après une enquête de 2021.

À qui la faute ? Pour que toute une génération apprenne à nager, il ne suffit pas d'écrire un paragraphe dans un programme scolaire, il faut encore des

piscines en nombre suffisant, et elles manquent en particulier dans les communes populaires. Il y en a seulement 37 dans tout le département de Seine-Saint-Denis qui compte 1,6 million d'habitants, soit un ratio quatre fois inférieur à la moyenne nationale. Résultat, des dizaines d'écoles et de collèges doivent se partager le même bassin, avec des créneaux horaires insuffisants. Et la situation ne risque pas de s'améliorer car de plus en plus de villes ferment leurs piscines ou

réduisent les horaires d'ouverture, ne pouvant plus assumer les dépenses croissantes de fonctionnement.

Construire et entretenir des piscines, en embauchant des milliers de maîtres-nageurs, ce serait une évidence si l'on voulait combattre l'insuffisante maîtrise de la natation et ses conséquences dramatiques. Il s'agirait d'une dépense bien dérisoire en comparaison des milliards versés chaque année aux capitalistes en tout genre.

Gabriel Pires

Nucléaire : **jusque-là, tout va bien...**

Le 21 août, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé EDF à maintenir en activité dix ans de plus un réacteur de sa centrale du Tricastin, dans la Drôme. C'est la porte ouverte au prolongement de la vie des installations au-delà des quarante années initialement prévues.

Quel que soit le sérieux des études et vérifications faites par les spécialistes de l'ASN et ceux d'EDF, il s'agit d'une décision politique, contrainte et forcée par la situation qui plus est. Devant la demande croissante, encore amplifiée par la politique du tout-électrique, devant les hausses du prix de l'énergie et les menaces de pénurie, Macron avait déclaré : « *Il faut maintenir en fonctionnement le plus de réacteurs possible.* » La

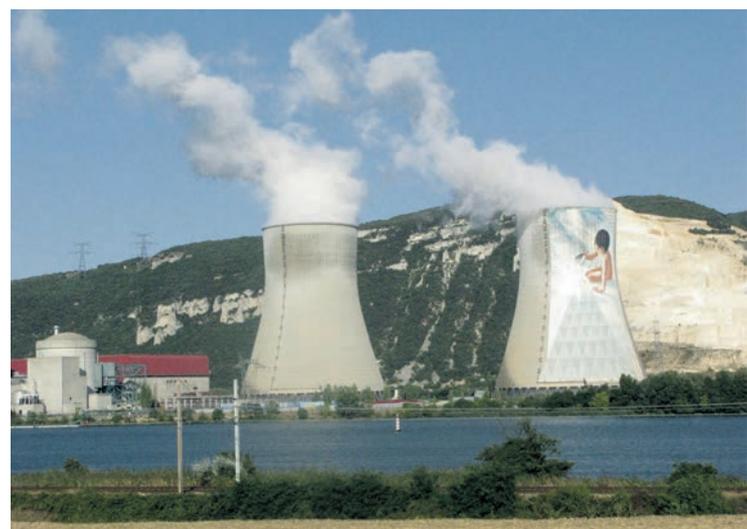
décision de l'ASN permet donc à EDF d'obtempérer.

L'État avait choisi dans les années 1960 le tout-nucléaire, pour le plus grand profit de quelques trusts, sans savoir ni ce qu'il adviendrait des déchets, ni ce qu'on ferait des centrales hors d'usage. Il a, une fois le système au point, pompé sans retenue dans les finances d'EDF, organisant même son pillage par la concurrence privée, mettant de fait en péril la

maintenance des installations par manque de financement et de recrutement de travailleurs qualifiés. Au bout du compte, à l'automne 2022, EDF et le gouvernement avaient prêté, dans l'un des pays les plus riches et les plus équipés du monde, des coupures de courant pour l'hiver et demandé à la population de bien vouloir se restreindre.

La décision de maintenir en activité les vieux réacteurs, en commençant par un de ceux du Tricastin, sera donc tout sauf le résultat d'une étude scientifique sereine et d'une prise en compte réelle des besoins sociaux.

Il faut du courant pour



La centrale du Tricastin.

alimenter la pompe à profit, à EDF d'en produire, au gouvernement d'enrober la pillule... et adienne

que pourra, y compris Fukushima sur Loire ou Tchernobyl du Rhône.

Paul Galois

Football : **les milliards du mercato**

La période estivale est chaque année dans le monde du football le théâtre d'une compétition peu ragoûtante : les sportifs rangent les crampons quelques semaines, les propriétaires de club sortent les chéquiers et s'échangent « leurs » joueurs sur le marché des transferts, le mercato.

Chaque année, les clubs européens les plus riches déboursent des sommes folles – six milliards d'euros

à l'été 2022 – pour attirer les joueurs les plus talentueux de la planète. Et, cette année, ils doivent faire avec un

nouveau concurrent : l'Arabie saoudite, qui a fait venir dans son championnat les stars Benzema et Neymar.

Il y a dix ans, le Real Madrid avait marqué les esprits en effectuant le transfert le plus coûteux de l'histoire : 100 millions d'euros. Depuis, ce montant est devenu courant et n'impressionne même plus les journalistes. Cet été, pas moins de quatre joueurs ont été achetés par leur nouveau club pour plus de 100 millions d'euros... et le mercato n'est pas encore fini. Cette montagne d'argent a de quoi donner le tournis... et la nausée.

Car si les propriétaires de club sont capables d'aligner sept ou huit zéros sur

les chèques, c'est qu'ils brassent des fortunes bien plus conséquentes. Américains, saoudiens, français, ce sont généralement des capitalistes multimilliardaires et ils ont une passion commune, non pour le ballon rond, mais pour l'argent qu'il peut rapporter.

Les capitalistes de la planète se noient sous les milliards issus de l'exploitation du travail, à ne plus savoir quoi en faire. Certains achètent des œuvres d'art, d'autres des chevaux de course, et d'autres encore des footballeurs. Et certains font les trois, comme le propriétaire du Stade Rennais, le capitaliste du luxe François Pinault, dont la fortune

est estimée à 37 milliards d'euros. Si Mbappé, l'un des footballeurs les mieux payés au monde, voulait la même somme sur son compte en banque, il lui faudrait fouler les pelouses jusqu'en 3165, sans rien dépenser et sans se blesser bien sûr. Une façon de rappeler que, si les stars du foot sont très grassement payées, elles ne sont que des gagne-petit en comparaison des propriétaires des clubs.

Au championnat du parasitisme, il n'y a pas de compétition : tous ces milliardaires méritent la première place.

Gabriel Pires

Darmanin : **démagogie dans les mers du Sud**

En voyage à Papeete en Polynésie, Gérald Darmanin a annoncé vouloir lancer une mission de lutte contre les monopoles économiques en outre-mer, « source de prix très élevés ».

Des Antilles à la Polynésie, avant même la récente hausse des prix, en 2015, l'alimentation coûtait déjà 28 à 38 % plus cher qu'en métropole. Mais ce sont les mêmes règles de l'économie capitaliste, auxquelles les politiciens n'ont rien à redire, qui en sont à l'origine.

À La Réunion, la famille Hayot, des békés antillais dont la fortune a commencé par l'esclavagisme, possède aujourd'hui un groupe qui s'est élargi à la grande distribution, à l'import-export et à l'industrie. Le Groupe Bernard Hayot vend désormais 30 % de l'alimentaire consommé sur l'île, 45 % des voitures et 60 % des engins poids lourds. Il est implanté dans de nombreuses îles de l'Océan Indien et des Antilles. Cela permet au

groupe de faire la pluie et le beau temps sur les prix, exactement comme le font partout les grands groupes de l'agroalimentaire, Nestlé, Danone et autres qui, à une échelle bien plus vaste, augmentent leurs profits par l'aggravation de l'exploitation et la hausse des prix.

En réalité, dans les cartons du gouvernement, il y a surtout l'idée de mettre fin à la taxe d'octroi de mer, qui compte pour 17 % des prix, mais qui revient aux collectivités.

Prétendre lutter contre la vie chère outre-mer, sans s'en prendre à ceux qui l'organisent et qui en profitent, ne coûte rien à Darmanin. Et si ça peut faire monter sa cote sur le marché de la succession à Macron...

Cécile Seyrig

Transports en commun – Côte d'Azur : **augmentation à grande vitesse**

Dans la métropole Nice-Côte d'Azur, le prix des transports en commun, bus et tramways, a augmenté de manière spectaculaire au début du mois de juillet. Les tickets sont passés de 1 à 1,70 euro.

Il faut désormais acheter une carte consignée au prix de 2 euros. Cette carte s'achète dans tous les distributeurs que l'on trouve aux arrêts des tramways mais il faut se rendre dans les lieux de vente agréés pour récupérer ces 2 euros lorsqu'on rend la carte.

Le tramway n°2 dessert l'aéroport, et jusqu'ici les

tickets coûtaient le même prix. Aujourd'hui, pour les touristes arrivant par avion à Nice, les billetteries ne proposent que des aller-retours à 5 euros et on y trouve des récupérateurs de cartes... qui ressemblent à des poubelles et ne rendent pas les 2 euros.

Dans le même temps, la Métropole a décidé de

comblent 5 millions d'euros du déficit du Grand prix de France de formule 1 du Castellet, dans le Var. À l'origine du déficit de 27 millions d'euros de ce Grand prix, on trouve le GIP, Groupement d'intérêts publics, présidé à l'époque par Christian Estrosi, président de la Métropole.

Les travailleurs qui prennent les transports en commun savent pour quoi ils sont encore une fois rançonnés.

Correspondant LO

Niger : la population victime des grandes puissances

Depuis que le président du Niger, Bazoum, a été renversé par une junte militaire, le 26 juillet, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a évoqué la possibilité d'une intervention militaire pour le remettre en place. En fait, c'est l'impérialisme français qui est à la manœuvre.

Après le Mali et le Burkina Faso, d'où ses troupes ont dû se retirer, Macron peut craindre que la France voie à nouveau ses intérêts d'ancienne puissance coloniale remis en cause en Afrique. Le Niger abrite l'une des dernières grandes bases militaires françaises du Sahel, dans un pays où la population n'a souvent pas accès à l'électricité mais qui continue à fournir une partie de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires françaises.

La France comptait sur le

soutien politique des États-Unis, qui étaient également des alliés du président renversé par les putschistes et qui ont, eux aussi, des intérêts au Niger. Plus d'un millier de soldats américains y stationnent et une grande base de drones y est établie, présentée comme un outil de lutte contre les djihadistes. Mais les nouveaux dirigeants militaires du pays prennent surtout à partie la France et, pour le moment, ne remettent pas en cause la présence militaire américaine. Certains d'entre eux ont d'ailleurs été



Devant l'ambassade de France à Niamey.

formés dans les écoles militaires aux États-Unis.

Au lendemain du coup d'État, Biden avait appelé à la libération du président Bazoum, mais pas à son retour au pouvoir. Le gouvernement américain a ensuite fait savoir qu'il était opposé à une intervention armée au Niger et a envoyé une diplomate discuter avec le nouveau chef d'état-major des armées nigériennes. Cela a été modérément apprécié par les dirigeants français, qui agitent le spectre de l'arrivée des mercenaires russes de

Wagner pour justifier une intervention militaire.

Nul ne sait comment la situation va évoluer, ni ce qui se cache réellement derrière ces discours différents. Mais ce qui est certain, c'est que les enjeux des luttes de pouvoir qui se déroulent actuellement en Afrique dépassent les limites du continent. C'est un des multiples fronts des grandes manœuvres de l'impérialisme américain pour contenir ses rivaux russe et chinois, mais aussi un théâtre des rivalités entre grandes puissances. La

France y est de plus en plus reléguée à un rôle de second plan.

Quelles que soient les échéances d'une éventuelle opération militaire, si même elle a lieu, la guerre contre les pauvres, elle, n'a jamais cessé. La moitié des habitants du Niger, soit douze millions de personnes, vivent avec deux dollars par jour, et ce sont eux qui subissent actuellement de plein fouet les sanctions économiques que la France et ses alliés imposent au pays.

Serge Fauveau

À bas la domination impérialiste !

Ces dernières années, des coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont abouti à la formation de gouvernements hostiles à la présence de l'impérialisme français sur le continent.

Les manifestations qui ont lieu au Niger expriment la légitime colère contre ce pillage mené par l'ancienne puissance coloniale.

Une partie de la population regarde ces gouvernements contestataires avec espoir. Pourtant, ceux-ci sèment des illusions en faisant croire à la possibilité de s'émanciper de cette tutelle insupportable dans le cadre d'une économie capitaliste où les grands trusts font la loi.

La semaine dernière, après qu'Air France a suspendu ses vols au Mali jusqu'au 31 août, le gouvernement malien lui a interdit d'exploiter son espace aérien jusqu'en octobre. Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères maliennes, expliquait que c'était une question de « réciprocité », c'est-à-dire que la France doit traiter le Mali comme un partenaire et non comme un subordonné. Or, le boycott d'Air France montre

la dépendance du Mali aux grandes compagnies d'aviation : la compagnie aérienne malienne ne possède que trois appareils. Le pays est donc forcé de se tourner vers d'autres grandes compagnies, et de se ranger encore une fois derrière d'autres puissances. La mainmise impérialiste sur les pays pauvres ne se résume pas au pillage des ressources et aux expéditions militaires.

Les trusts des grandes puissances dominent les marchés mondiaux, et cette organisation économique maintient les pays pauvres dans la soumission.

Ce n'est donc pas pays par pays qu'il sera possible de renverser cette domination impérialiste. Seule la force des milliards de travailleurs du monde entier, qui ont les mêmes ennemis d'un bout à l'autre de la planète, pourra y parvenir et organiser l'économie autrement.

Nicolas Pawlak

Irak : l'armée française dans ses œuvres

C'est en évoquant un banal accident de la circulation, suivi d'un exercice exceptionnel, sans plus de précisions, que les médias ont annoncé la mort de deux militaires français en trois jours en Irak.

Pour beaucoup de monde, cela aura été une surprise, car on n'entendait plus guère parler jusqu'alors de la présence de l'armée française dans ce pays, et encore moins de son importance.

Elle a en effet 600 militaires sur place, plus dix Rafale et une frégate patrouillant au large. Depuis qu'en septembre 2014 a été lancée l'opération Chammal, ses militaires auraient assuré, selon le ministère des Armées, 12 700 sorties aériennes et 1 570 frappes en Irak. Et ce n'est là que le volet français d'une opération

internationale rassemblant 80 pays !

Maintenant, dit-on, les militaires français n'opèrent plus directement sur le terrain. Y contrer Daech était le prétexte de cette intervention, mais Daech aurait été vaincu... mais les Rafale et les militaires français sont restés. Selon le ministère, ils se bornent à des actions d'appui à l'armée irakienne. Qu'est-ce que cela recouvre ? On n'en saura pas plus. Même chose pour les membres des forces spéciales engagés dans les zones de peuplement kurdes et à la frontière avec la Syrie,

dont l'armée n'indique ni le nombre ni les missions.

L'Irak n'est bien sûr pas un cas isolé de présence militaire dont le gouvernement ne tient pas à informer la population. Pour que les Dassault et autres se hissent à la troisième place du podium mondial du commerce des engins de mort, il leur faut avoir un peu partout des représentants de commerce en treillis, des conseillers en actions d'appui aux armées locales. Et puis, n'est-ce pas une façon d'occuper le terrain pour les contrats de reconstruction d'un pays dévasté par la guerre et qui était un gros client des secteurs atomique et pétrolier français... et pourrait le redevenir ?

Pierre Laffitte

BRICS: la faute au dollar, ou à l'impérialisme ?

Johannesburg, grande ville sud-africaine, a accueilli du 22 au 24 août le quinzième sommet des BRICS, acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (South Africa). À l'ordre du jour, leur éventuel élargissement et l'affirmation de leur volonté d'échapper à l'emprise du dollar sur leur commerce international.

L'acronyme BRICS a été inventé, au début du siècle, par la grande banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour des pays dits émergents, donc plus ou moins pauvres, mais au potentiel économique intéressant pour les capitalistes et États occidentaux.

À l'époque, certains présentaient les BRICS, aujourd'hui forts de presque la moitié de la population du monde et de 40 % de sa production, comme pouvant changer la donne mondiale, dominée par l'impérialisme. Il n'en fut rien et l'on ne parla plus guère des BRICS, tandis

que les réunions des sept grandes puissances impérialistes, le G7, occupaient la scène.

Aujourd'hui, les BRICS voudraient desserrer le joug que leur impose l'impérialisme et trouver une solution pour ne plus devoir en passer par le dollar, arme et symbole de la toute-puissance du capitalisme américain. Pourquoi en effet la Chine commerçant avec la Malaisie, ou l'Inde avec le Brésil, devraient-elles acheter de la monnaie américaine pour régler leurs échanges ?

Cela semble n'avoir pas de sens. Mais cela a une

signification: c'est le reflet et le résultat d'un rapport de force à l'échelle mondiale, où la bourgeoisie américaine occupe de loin la première place depuis des décennies. On en a la traduction en chiffres: les réserves de change de tous les États sont à 59 % constituées de dollars, auxquels s'ajoutent 20 % d'euros, 5,5 % de livres sterling et 4,8 % de yens japonais, tandis qu'il n'y a que 2,6 % de yuans, la monnaie de la Chine !

En la matière, il ne sortira sans doute pas grand-chose de concret de Johannesburg, car les systèmes monétaires des BRICS n'ont pas grand-chose en commun. Et puis, les classes dominantes et dirigeantes de ces pays ont des intérêts bien souvent divergents.

Mais, derrière les commentaires des médias sur ce sommet, une question se



Xi Jinping et Cyril Ramaphosa.

pose qui, pour ne pas être nouvelle, garde toute son actualité.

Pour changer le sort de ces pays, de leurs populations, suffit-il de se passer du dollar ? Si tant est que cela puisse se faire, cela ne changera rien de fondamental, car la cause du malheur des peuples, ce n'est pas telle ou telle monnaie d'une grande puissance, mais le système d'oppression et d'exploitation capitaliste dont le dollar, l'euro et leurs pareils ne sont que des moyens, pas la cause.

Pour que l'Afrique, l'Asie et finalement toute l'humanité échappent aux fléaux qu'engendre partout le capitalisme, c'est ce système qu'il faut abattre. C'est cette

perspective socialiste qu'il faut se donner et que les révolutionnaires doivent donner aux classes laborieuses, dans les BRICS comme ailleurs.

Ce n'est évidemment pas dans ce sens que les dirigeants des BRICS inscrivent leur démarche. Ils veulent seulement s'assurer une plus grande place dans un système capitaliste qu'ils ne mettent pas en cause. Et cela au profit des possédants et des couches dirigeantes de leurs pays, pas pour leurs populations dont les Modi, Xi Jinping, Lula ou Poutine – représenté par un de ses ministres, car menacé d'arrestation par la Cour pénale internationale – sont et restent les ennemis.

Pierre Laffitte

Migrants: assassinés en Arabie saoudite... et ailleurs

L'ONG Human Rights Watch a dénoncé le 21 août le massacre par des gardes-frontières saoudiens de centaines de migrants, majoritairement éthiopiens, qui tentaient de gagner l'Arabie saoudite.



Des migrants éthiopiens à la frontière saoudienne.

Plusieurs dizaines de témoignages de survivants permettent d'établir qu'entre mars 2022 et juin 2023, 450 femmes, hommes et enfants, en plusieurs groupes, ont été tués, mitraillés ou visés par des tirs de mortiers, pendant qu'ils empruntaient des sentiers de montagne pour pénétrer en Arabie saoudite depuis la frontière nord du Yémen.

Les témoignages et les vidéos décrivent des scènes

d'horreur: « Il y a des gens qu'on ne peut pas identifier parce que leurs corps sont dispersés de partout. Certaines personnes ont été déchirées en deux. » Certains ont rapporté que les gardes-frontières saoudiens descendaient de leurs postes de surveillance et frappaient les survivants. Coups, humiliations, viols ont aussi été relatés.

Parmi les 50 % d'Éthiopiens vivant sous le seuil de pauvreté, dans ce pays

de 123 millions d'habitants, beaucoup tentent de passer en Arabie saoudite où travaillent déjà 750 000 de leurs compatriotes. L'éprouvant périple vers ce pays passe par une courte mais dangereuse traversée en mer Rouge depuis Djibouti jusqu'au Yémen et à la frontière saoudienne. Mais à l'arrivée, outre des conditions de travail et de vie qui se passent de commentaires, c'est la traque et la prison qui attendent les migrants. 30 000 d'entre eux se trouvent déjà détenus faute de papiers, selon Amnesty international. Les dirigeants saoudiens, comme bien d'autres sur d'autres continents, déclarent vouloir maîtriser le « flux migratoire », et les plus pauvres parmi les 37 % de non-Saoudiens qui entretiennent la richesse de la famille régnante sont des cibles toutes trouvées.

Ces témoignages, l'atrocité de la situation, ne peuvent que soulever l'indignation. Cela ne dédouane pas les États occidentaux qui traitent, eux aussi, les être humains désespérés tentant de franchir les frontières pour survivre comme des gêneurs dépourvus de droits, à les repousser au

mépris de leur vie. Les dirigeants des États de l'UE, qui se prétendent civilisés, sont tout aussi coupables, eux qui ont calmement décidé, non seulement d'ériger des frontières de plus en plus étanches, mais de réduire les activités de recherche et de sauvetage en mer. C'est volontairement que les dirigeants européens ont agi pour verrouiller la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce, à coups de subventions. C'est volontairement qu'ils subventionnent

les camps de concentration libyens et qu'ils négocient avec le président tunisien, chassant les réfugiés subsahariens vers la mort dans le désert. C'est volontairement qu'ils criminalisent l'action des organisations humanitaires d'aide aux migrants.

Comme le résume un chroniqueur de l'ONG HRW: « La politique des dirigeants de l'UE et des États membres peut se résumer en trois mots: laissez-les mourir. »

Viviane Lafont

Samedi 26 août: contre la loi Darmanin

Le 26 août 1996, les 220 sans-papiers qui revendiquaient leur régularisation et occupaient l'église Saint-Bernard à Paris étaient expulsés par la police. Depuis, les luttes nombreuses des travailleurs sans-papiers pour leurs droits n'ont pas cessé.

Cette année, la manifestation pour les droits des sans-papiers et leur régularisation organisée à l'occasion de la commémoration

de l'expulsion de Saint-Bernard dénoncera le projet de loi Immigration de Darmanin, qui aggrave la politique contre les travailleurs immigrés.

Lutte ouvrière s'associe aux appels à manifester samedi 26 août.

À Paris, la manifestation partira à 15 heures de la place de la République.

Clestra - Illkirch : face à un patron avide de profit

Les travailleurs de Clestra à Illkirch, près de Strasbourg, se battent depuis le 3 juillet pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail face à un repreneur, le groupe familial Jestia, propriété des frères Jacot.

En 2022, le carnet de commandes de Clestra, leader mondial du mobilier de bureau, était plein. Mais, le profit attendu n'étant pas suffisant pour ses actionnaires, la filiale d'Illkirch fut mise en liquidation judiciaire en octobre. 86 salariés perdaient leur emploi, pendant que Jestia, le repreneur choisi par le tribunal, empochait les aides de la région et les quatre millions de prêts bonifiés accordés par l'État.

La direction de Jestia a continué à bloquer les salaires, augmenter les cadences de production et diminuer le nombre de travailleurs, quitte à multiplier

les accidents de travail. Bon nombre d'ouvriers souffrent de tassements de vertèbres et de tendinites à répétition. D'autres ont eu une épaule ou un bras transpercé par une agrafe, avec des blessures qui ne guérissent pas vraiment, tant la pression au travail est forte.

Dès le 6 décembre 2022, une partie des 283 travailleurs restants voulaient montrer qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser faire et s'étaient mis en grève avec succès, pour une augmentation de salaire et le maintien des primes, que le repreneur prétendait leur supprimer.



Depuis, le mécontentement accumulé s'est de nouveau transformé en grève le 3 juillet, à la suite du licenciement d'un travailleur accusé d'avoir utilisé son téléphone en

dehors des pauses. Elle a été reconduite régulièrement par une partie des ouvriers pendant tout le mois. Ils ont été jusqu'à 120 grévistes certains jours, pour dénoncer les conditions de travail, le manque d'effectif et pour exiger la garantie du maintien de tous les emplois. D'autant plus que la direction veut déplacer la production vers un autre site industriel de

l'agglomération strasbourgeoise, laissant le sort de 50 travailleurs incertain.

Un grand nombre de travailleurs de Clestra se connaissent depuis longtemps et vivent dans les mêmes quartiers. Ils ne veulent pas se faire licencier à 50 ans, déjà usés par le travail.

Après les congés d'août, la direction espère que la lassitude va l'emporter. Les paies ont été très faibles, voire négatives pour certains, à cause d'avances de congés payés que Jestia s'est empressé de récupérer. La direction essaie aussi de renforcer la crainte de licenciements en annonçant qu'elle ne présentera son plan de restructuration qu'en décembre 2023.

Un rassemblement de soutien, organisé par la CGT de la région, doit avoir lieu jeudi 24 août. La principale force des travailleurs, c'est la volonté de s'en prendre aux profits des frères Jacot par la grève. Ils l'ont montré à plusieurs reprises.

Correspondant LO

Stellantis - Sochaux : canicule et exploitation

La direction poursuit les travaux de transformation de l'usine, pour y gagner en réduisant les surfaces d'activités, et, conjointement, prépare la production d'une voiture électrique, la Peugeot 5008.

Mais les bâtiments ne datent pas d'hier et, pas plus tard que fin juillet, vu l'état des toitures, les pluies diluviennes ont copieusement inondé les ateliers. Après trois semaines de vacances, c'était le retour à l'usine le 21 août, en pleine période de canicule, cette fois. Comme chaque année, les travaux faits pendant les congés n'étaient principalement consacrés qu'à l'appareil de production. Après avoir été libérés de l'exploitation quelques semaines, la chaleur étouffante dans les ateliers a fait dire à bien des ouvriers qu'ils retourneraient

volontiers en vacances.

Les bénéfices du groupe Stellantis, issu de la fusion PSA-Fiat Chrysler, ont explosé, avec près de 17 milliards d'euros en 2022. Mais, bien évidemment, pas une goutte de cet océan de profits n'est allée à des investissements pour préserver du froid l'hiver et des fortes chaleurs l'été. La production a redémarré, les ouvriers étant priés de se contenter de quelques ventilateurs sur les chaînes et d'une pause chaleur de dix minutes, uniquement pour ceux de l'équipe d'après-midi, sans même une distribution de

bouteilles d'eau. Le travail dans ces conditions de fortes chaleurs se fait sans que ceux qui en supportent les effets néfastes aient leur mot à dire sur le peu que le patron met en place.

Si la direction vante une usine ultramoderne, les conditions de travail, elles, restent d'un autre âge. Avec la canicule, faire au pas de course plus de dix kilomètres par jour pour remplir des chariots de pièces, maintenir des cadences infernales, déplacer des zones de travail, cela suffit ! Le manque de place et l'insécurité dus aux livraisons supplémentaires de pièces pour la nouvelle voiture ont également suscité le mécontentement des ouvriers.

Correspondant LO

Charente-Maritime : la "charité" de la grande distribution

La grande distribution applique à la lettre l'adage « charité bien ordonnée commence par soi-même », comme en témoigne un travailleur retraité, bénévole aux Restos du cœur depuis dix ans à Niort.

« Cette année, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 20 % et on a de moins en moins de produits à distribuer. Les grandes surfaces qui nous donnent leurs invendus bénéficient

de réductions d'impôt à hauteur des quantités distribuées. Mais, sur tout ce qu'elles nous donnent maintenant, on en jette au moins la moitié, déjà périmée. Car, dans le même temps, ces grandes surfaces vendent de plus en plus de produits proches de la date limite de consommation, sous prétexte de lutter contre le gaspillage. Elles ne nous laissent que ce qui reste. »

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent

Non à "l'esprit de défense nationale"

Au début du mois de juillet, j'ai reçu, comme tous les agents du CNED (Centre national d'enseignement à distance, qui dépend de l'Éducation nationale), un mail personnel du nouveau référent Enseignement de

défense et sécurité.

Officier réserviste opérationnel de l'armée de terre pendant plus de quinze ans et directeur du développement commercial et du marketing du CNED, ce monsieur nous

expliquait fièrement : « Mon rôle principal consistera (...) à favoriser la sensibilisation de nos élèves, étudiants et apprenants, mais aussi en interne le personnel de l'établissement, aux missions, organisation et enjeux de

la défense et de la sécurité nationale afin de promouvoir l'esprit de défense. » Il terminait son message en disant qu'il comptait sur notre participation.

Après le SNU, le gouvernement cherche à rendre

acceptable et normale la montée du militarisme et à habituer les enseignants à participer à cette opération. Mais pour qui nous prend-il ? Pour des sergents-recruteurs ?

Un agent du CNED

Canicule : le travail, c'est pas la santé !

Les fortes chaleurs sont insupportables pour de nombreux travailleurs, d'autant plus quand la pression patronale ou les économies sur le matériel, la climatisation, la ventilation aggravent les conditions de travail.



À Bordeaux, les services du CHU sont nombreux à souffrir d'une climatisation défectueuse ou inexistante, et les ventilateurs ne suffisent pas. Au service Pédiatrie, la température atteint

à certains endroits 44°C, intenable pour les enfants et pour les soignants. Le thermomètre affiche 30°C dans les salles de travail des femmes enceintes où, malgré les travaux prévus,

aucun devis ne mentionne l'installation d'un dispositif de climatisation. Face au manque de moyens, les soignants improvisent. L'une des solutions trouvées est d'étendre des draps mouillés sur les fenêtres de la maternité pour rafraîchir les lieux.

Sur les chantiers du bâtiment ou de la voirie, la chaleur est également insupportable. Là, les entreprises, sous la pression de leurs clients et pour leurs bénéfices, n'arrêtent pas leurs activités.

Dans le bâtiment, le travail est maintenu, au mieux en adaptant les horaires, parfois en commençant plus tôt le matin ou avec quelques pauses rallongées.

À Angoulême, la presse rapporte comme un exemple parmi tant d'autres que dès 11 heures, il fait très chaud au stade Chanzy, où les ouvriers coulent à la main et à la brouette un enrobé de goudron fumant à 160°C. Le patron s'est contenté d'aménager les horaires, de

distribuer de l'eau, et de visiter ses chantiers...

Même constat à Marseille, alors que le niveau orange de la canicule est atteint, les ouvriers de la voirie travaillent par plus de 34°C, avec un goudron sortant brûlant de la centrale. Un ouvrier de 64 ans raconte qu'il est « à moitié cuit ».

Dans la restauration, nombreuses sont les cuisines qui ne sont pas climatisées, et le travail n'est pas aménagé. Dans les vignes, où la récolte va être avancée du fait des températures élevées, les patrons se plaignent de ne pas trouver, comme dans le Jura, la moitié des bras nécessaires pour faire le travail, au smic et risquant l'insolation !

Si les travailleurs, premiers concernés, géraient eux-mêmes l'organisation des tâches à accomplir, ou pas, en cas de canicule, tout irait mieux. Sauf peut-être la température interne des patrons...

Serge Benham

Disney : pas de magie sans travailleurs

Un salarié du parc Disney de Marne-la-Vallée a appris le 14 août qu'il était licencié. Le motif : un client mécontent de sa gaufre se serait plaint auprès de la direction !

Cinq autres salariés ont été convoqués les 25 juillet et 8 août par la direction à un entretien préalable pouvant aller jusqu'au licenciement.

La raison principale, bien sûr, est ailleurs. Au printemps, le parc Disney a connu un mouvement tel qu'il n'y en avait jamais eu depuis son inauguration, en 1992. Animé par un groupe de salariés réunis en un comité MAI (mouvement anti-inflation) et relayé par les syndicats CGT et UNSA, ce mouvement a réuni plus de mille salariés, qui au point culminant, le 30 mai, ont manifesté dans le parc pour revendiquer 200 euros pour tous, les dimanches payés double, le doublement de l'indemnité kilométrique et l'arrêt des horaires flexibles.

C'est cette contestation que la direction de Disney ne digère pas. Cherche-t-elle à faire parmi les salariés qui se sont battus des « licenciés pour l'exemple » ?

Essaye-t-elle ainsi d'empêcher de nouvelles grèves sur les salaires ?

Le prétexte invoqué pour justifier ce licenciement est d'autant plus ridicule que des clients manifestent en permanence leur mécontentement sur tel ou tel aspect de leur séjour. Mais la direction ne prend pas plus en compte le mécontentement des clients contre la hausse brutale des tarifs que celui des salariés quant aux salaires et aux conditions de travail. Et pourtant, un certain nombre de visiteurs ont exprimé leur solidarité avec les grévistes.

Le 10 août dernier, Disney déclarait : « S'agissant de la division parcs d'attractions, le chiffre d'affaires trimestriel a progressé de 13% à 8,3 milliards de dollars, avec une marge opérationnelle en hausse de 11% à 2,4 milliards de dollars. » Autant dire que les Picsou de la direction ont largement les moyens de satisfaire les

revendications des salariés. L'enrichissement des actionnaires se fait grâce à leur travail.

Le mouvement a appris aux travailleurs du parc qu'ils pouvaient s'exprimer collectivement. Cette mobilisation, avec le comité de préparation MAI, est une première étape pour préparer un mouvement plus large, capable d'imposer

l'augmentation des salaires et leur alignement sur la hausse des prix.

Alors que les négociations annuelles obligatoires sur les salaires débutent en septembre, le licenciement d'un salarié et les menaces contre cinq autres montrent en tout cas que la direction craint les travailleurs qui relèvent la tête.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise



La direction veut nous brouiller l'écoute

La direction veut interdire l'usage du téléphone pendant le temps de travail à partir du 4 septembre. Elle prévoit même le licenciement si on ne respecte pas cette interdiction. Réduire nos libertés pour aggraver encore plus notre exploitation, voilà la logique de Toyota. Collectivement, nous avons la force d'inverser le rapport de force.

Toyota - Onnaing

Un pont d'économies

Le lundi du pont du 15 août, la direction a décidé de fermer le site, en nous demandant de faire du télétravail à la place. La raison avancée : cela aurait permis au site de faire 50% d'économies en électricité et en charges diverses. Du coup, c'est nous qui payons les charges à la maison, qui ne pouvons pas profiter de la cantine, avec souvent des conditions de travail dégradées, etc.

Si la direction veut fermer le site, OK, mais pour nous faire des vacances, pas pour nous faire travailler.

EDF Chatou - Yvelines

Cherchez l'erreur

Pour combler le manque d'effectif, la direction fait revenir au boulot à grands frais des retraités. Pas d'embauche pour les jeunes, et du travail jusqu'à la mort pour les vieux ? En tout cas, la SNCF n'a jamais attendu que le gouvernement passe sa réforme pour repousser l'âge de la retraite. Leur monde marche vraiment sur la tête.

Mort au travail

Un travailleur d'une entreprise sous-traitante du groupe Eiffage est mort le 19 juillet à Saint-Jean de Maurienne, dans le cadre du raccordement du tunnel Lyon-Turin au réseau ferré national. Il n'y a pas de monuments aux morts du travail et de l'exploitation. Pourtant, la liste des travailleurs qui ont perdu leur vie en tentant difficilement de la gagner s'allonge d'année en année.

SNCF Montparnasse Paris

Stellantis : même exploitation des deux côtés de l'océan

Le groupe Stellantis (ex-PSA) a décidé d'investir 100 millions de dollars aux États-Unis, dans un projet d'extraction du lithium, matériau indispensable pour les batteries des voitures électriques.

Stellantis se gargarise du fait que le procédé utilisé pour cette fabrication serait moins polluant que les autres. Mais la raison de cet engouement n'est évidemment pas écologique, les constructeurs automobiles n'étant pas les mieux placés pour parler préservation de l'environnement !

Non, les raisons sont bien plus « capitalistes ». En effet, le gouvernement américain a mis en place de nombreuses mesures protectionnistes, regroupées sous le sigle Ira (loi sur la réduction de l'inflation). Pour profiter des cadeaux

offerts par le gouvernement aux entreprises restant sur le sol américain, les industriels doivent prouver que les matériaux utilisés ont été extraits aux États-Unis et que les batteries y ont été fabriquées. Ainsi, Stellantis compte bien que cet investissement lui rapporte, en lui permettant de garder un pied dans le marché américain.

Par ailleurs, le développement de la voiture électrique se fait sans que rien ne soit réellement prévu et anticipé quant aux matières premières nécessaires, à la fabrication des bornes de

rechargement et au stockage des batteries usagées. C'est l'anarchie du capitalisme dans toute sa splendeur. Alors, dans ce contexte, Stellantis espère, en mettant la main sur l'approvisionnement en lithium, garantir ses profits futurs.

Dans la même perspective de profits, Stellantis tente d'aggraver sérieusement les conditions de travail des ouvriers dans ses usines américaines Chrysler. La direction veut imposer une diminution des salaires, moins de congés, une réduction de la couverture médicale, un recours plus grand à l'intérim, des attaques sur les retraites. Et de nouveau l'argument écologique sert à essayer de



Usine Chrysler dans le Michigan.

masquer ces attaques. Sous prétexte que le passage à l'électrique coûterait cher, il faudrait que les ouvriers se serrent la ceinture. Mais cette année encore le groupe se prépare à engranger des profits faramineux. Au premier semestre 2023, l'entreprise a réalisé 10,9 milliards d'euros de bénéfices

net, soit 37% de plus qu'au premier semestre 2022.

Les ouvriers américains ont bien raison de ne pas vouloir de ce recul. L'argent de Stellantis, engendré par les travailleurs du groupe dans toutes ses usines, doit servir aux emplois et aux salaires.

Marion Ajar

Synthexim – Calais : patrons irresponsables, État complice

L'usine Synthexim de Calais, appartenant au groupe Axyntis, a fermé ses portes il y a trois mois. Elle produisait des molécules de principes actifs pour l'industrie pharmaceutique.

Depuis le début du mois d'août, deux incidents chimiques ont eu lieu dans cette usine. Dans la nuit du 2 au 3 août, des eaux de pluie sont entrées en contact avec un produit chimique destiné au nettoyage des machines, dégageant une fumée blanche. Jeudi 17 août, c'est une fuite d'acide provenant d'un fût endommagé qui a provoqué un dégagement de fumées acides.

L'usine, classée Seveso seuil haut, avait été placée en liquidation judiciaire au mois de mai dernier. Les patrons ont fait produire jusqu'au dernier jour

et ont abandonné l'usine chimique telle quelle, sans la nettoyer ni la décontaminer et sans prendre aucune mesure de mise en sécurité. Pourtant, un ouvrier licencié raconte que certaines machines sont encore sous tension, que les tuyauteries sont pleines de produits chimiques et que des tonnes de produits sont stockées dans l'usine, parfois à découvert. D'après lui, l'usine est une bombe à retardement.

Les risques sont d'autant plus importants qu'elle est située en plein cœur d'un quartier d'habitation, et

à proximité d'une autre usine classée Seveso. Mais la sécurité de la population n'est pas le problème des actionnaires d'Axyntis, pour qui seul compte le profit : ayant acquis l'usine en 2013 pour 5 euros symboliques, ils l'ont exploitée pendant dix ans, tout en touchant des subventions publiques. Maintenant que l'usine est fermée, si dépollution il y a, c'est l'État, avec les impôts de la population, qui la prendra entièrement en charge.

Dans cette affaire, l'État est totalement complice des actionnaires d'Axyntis. Depuis de nombreuses années, les risques autour de l'usine sont connus, mais rien n'a été fait pour imposer aux patrons de garantir la sécurité des travailleurs et des habitants. Lors des deux incidents du mois d'août, la préfecture a même tout fait pour minimiser les risques, osant affirmer : « *Aucun danger pour la population n'est à recenser.* »

La seule manière d'empêcher le danger pour les habitants et l'environnement serait que les travailleurs et les habitants mettent l'économie sous leur propre contrôle.

Correspondant LO

Renault Trucks Vénissieux : chaleurs infernales

À Renault Trucks, comme dans d'autres entreprises, le travail a repris après le 15 août, en pleine canicule. Et, comme le disent des travailleurs, dans les ateliers « c'est l'enfer ».

À Vénissieux, dans le secteur de la Pièce de rechange, pour préparer les commandes, il faut parfois aller chercher les pièces à six mètres de hauteur. Et, quand il fait déjà 38° au ras du sol, à cette hauteur les 40° sont largement dépassés.

L'irresponsabilité de la direction est telle que, dès le retour des congés, elle cherchait déjà des volontaires pour des heures supplémentaires, que ce soit à l'Usine Ponts, à l'Usine Moteurs ou à la Pièce de rechange. Alors que la chaleur était étouffante, certains responsables, les mêmes qui décident dans la fraîcheur d'un bureau climatisé si des pauses supplémentaires sont autorisées, étaient plus pressés de venir prendre la température dans les ateliers que de décider de mesures concrètes. Ils espéraient peut-être que Météo France se soit trompé dans ses prévisions ! D'ailleurs, canicule ou pas, la maîtrise ne perd pas ses vieilles habitudes : les mêmes qui en début de poste répètent « *Prenez soin de vous, hydratez-vous bien* » reprochent en fin de poste tout manque de production.

Pour ce qui est des mesures concrètes, même si

le directeur affirme qu'il faut apporter « *une attention accrue non seulement aux personnes fragiles mais à l'ensemble du personnel* », dans les ateliers la règle est, comme toujours, d'en faire le minimum. La seule mesure prise par la direction est une pause supplémentaire d'un quart d'heure pour l'ensemble de la journée de travail, alors que, vu les températures, une pause toutes les heures est nécessaire. La direction « offre » aussi quelques fruits mais, dans certains secteurs, on doit se contenter de l'eau du robinet.

Si une pause a été instituée, c'était au départ uniquement en équipe du soir, sous prétexte qu'il faisait moins chaud le matin, tirant un trait sur la chaleur de la nuit qui empêche beaucoup d'entre nous de dormir dans des appartements surchauffés. Et il n'y a toujours pas de pause pour ceux qui travaillent en horaire journée.

Le sentiment général, c'est que la situation est de plus en plus insoutenable. À l'Usine Ponts, devant l'urgence, la direction a accordé 10 minutes de pause supplémentaires. Ce premier pas reste très insuffisant.

Correspondant LO



Laser Propreté SNCF – Marseille : les travailleurs enfin payés ?

La grève des agents du nettoyage Laser Propreté de la gare Saint-Charles à Marseille s'est terminée sur un accord signé jeudi 17 août.

En principe, tous les salaires devraient être payés intégralement. Un gréviste revenait sur le fait que, lors de la dernière paie, on lui avait « pris 400 euros ! C'étaient des heures de nuit pas payées comme il faut. Pareil pour le travail le dimanche... » Le dirigeant syndical du CAT, au nom de l'intersyndicale Solidaires-CAT, a assuré à la fin des négociations que les salaires devraient être versés rapidement. Les détails de

l'accord n'ont cependant pas été rendus publics, le syndicaliste estimant que « la confidentialité oblige à ne pas dévoiler les contours de l'accord ». Les travailleurs devront donc rester vigilants pour obtenir leur dû.

Ce qui a peut-être aussi poussé la direction à se décider c'est le verdict du tribunal judiciaire, déboutant l'entreprise de toutes ses demandes. Concernant le salarié accusé « d'entrave à la liberté du travail et d'avoir

créé un trouble manifestement illicite », la demande de Laser Propreté est rejetée et elle devra lui verser 1 500 euros. Le tribunal conclut aussi que Laser Propreté est en tort, « compte tenu de l'inexécution fautive de l'employeur de payer les salaires » et que, contrairement à ses allégations, « la société avait une parfaite connaissance des revendications salariales, qu'elle ne pouvait ignorer depuis plusieurs mois ».

De retour de vacances, le ministre délégué aux Transports, Clément Beaune, arrivé en avance



Les grévistes de Laser Propreté.

sur le départ de son TGV pour Paris à la gare Saint-Charles, a présenté à la presse son combat contre la canicule, en l'occurrence la mise à disposition de petites bouteilles d'eau gratuites. Il en a profité pour faire une déclaration musclée sur la grève : « Ce qui s'est passé est scandaleux. C'est la troisième fois cette année que la

gare est transformée en porcherie. » Tout comme le préfet et le maire de gauche, Benoît Payan, qui avait fait appel à une autre société pour nettoyer la gare, sous escorte policière, le ministre est manifestement beaucoup moins scandalisé par ce patron qui ne paie pas les travailleurs.

Correspondant LO

Solvay – Saint-Fons : absurdité capitaliste

L'usine Solvay de Saint-Fons fabrique des produits chimiques sous forme solide, qu'il faut ensuite conditionner.

Depuis des années, ce travail est effectué par des salariés de la société sous-traitante Rhénus. Mais au mois de juillet, dans un des ateliers, le robot qui met les sacs de 25 kg en palette était cassé.

La société sous-traitante, dont le contrat n'est pas renouvelé en fin d'année, a refusé d'assumer la mise en palette manuelle, qui

n'est pas prévue dans son contrat, et Solvay, pris à son propre piège, n'a pas trouvé de faille juridique pour l'y obliger.

Il n'était pas question d'arrêter l'atelier quelques semaines pour réparer car, malgré la baisse de production, il y a des commandes urgentes. La direction, au lieu de mettre les moyens pour réparer rapidement, a

alors choisi d'aménager un poste de travail à la hâte, et a fait appel au volontariat sur l'usine, pour composer, en plus de son propre travail, des palettes de vingt sacs de 25 kg, soit 500 kg par palette, moyennant quelques compensations. La direction profite des inquiétudes entretenues par les baisses de production dans plusieurs ateliers pour trouver des volontaires.

Le travail se fait donc manuellement, dans un environnement bruyant, avec

des particules de produit irritant et toxique dans l'air qui obligent en principe à travailler avec un masque FFP3. Le travail est rendu encore plus pénible par la canicule et les fortes chaleurs dans l'atelier, où la température frôle parfois les 50°C.

Pour montrer que tout le monde fait un effort, tous les cadres de l'usine, y compris les cadres dirigeants, défilent les uns après les autres dans l'atelier pour venir faire leur palette,

pas trop longtemps quand même, et surtout pas avec le même niveau de salaire !

Malgré la baisse des ventes et du chiffre d'affaires, les bénéfices de Solvay sont en hausse de 5,6% sur le premier semestre, atteignant 886 millions. Le patron considère qu'il est plus rentable de casser le dos et la santé des travailleurs à la tâche, alors que le groupe a largement de quoi réparer le palettiseur !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal août 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| Destination | | | |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Hawaï: une tragédie due à la course au profit

Nous reproduisons ici l'éditorial du 20 août du journal *The Spark*, qu'éditent des camarades trotskystes américains.

Après les incendies de forêt qui l'ont dévastée le 8 août, la ville de Lahaina, dans l'île de Maui, ressemble à une zone en guerre que des bombes ont dévastée. De cette ville animée de 13000 habitants, il ne reste que des cendres et des débris calcinés. Il y a plus de cent morts, et l'on découvre des corps chaque jour. Des milliers de gens ont été laissés sans toit.

Ce désastre est le pire qu'un incendie ait causé aux États-Unis depuis plus de cent ans. Et cela n'aurait jamais dû arriver.

Des rapports officiels du gouvernement local avaient bien averti, des années à l'avance, du danger croissant des feux de forêt. Maui est la proie d'une longue sécheresse. Des plantes inflammables couvrent de vastes étendues de prairies. Des vents de tempête de plus en plus forts peuvent étendre les feux toujours plus rapidement.

Les rapports recommandaient aussi les moyens de prévenir pareille tragédie: en sécurisant le réseau électrique, en fauchant toutes les plantes inflammables, en mettant à disposition des systèmes d'alarme précoce, etc. C'était évident. Et pas besoin d'experts pour le comprendre. Mais rien n'a jamais été fait pour parer à ces dangers. Cela parce que la sécurité et le bien-être de la population ainsi que la protection de la planète n'ont jamais été la première des priorités des grands capitalistes, ou des hauts dirigeants qui servent leurs intérêts. Non, pour eux, les profits des gros

propriétaires fonciers, des stations balnéaires et des compagnies d'électricité passent toujours avant.

Alors que la compagnie d'électricité Hawaiian Electric a constamment augmenté ses profits et les dividendes versés à ses principaux actionnaires ces dernières années, elle n'a rien entrepris pour que son vieux réseau décrépi soit un peu plus sûr. Alors, quand, à des centaines de kilomètres de là, un ouragan engendra des vents soufflant à plus de 100 km/h sur Maui, les lignes électriques aériennes s'écrasèrent au sol, allumant des feux les uns après les autres. Des câbles électriques tombés au sol obligèrent aussi les autorités à fermer une des seules routes permettant de s'échapper de Lahaina. Nombreux étaient ceux qui se trouvaient dans leur voiture, coincés dans les embouteillages, tentant de s'en extirper, quand les flammes les rattrapèrent.

En même temps, les quelques sociétés qui possèdent la majeure partie des terres n'avaient rien fait pour couper la végétation très inflammable qui avait envahi Maui. Ce sont ces sociétés qui possédaient les grandes plantations de canne et d'ananas qui avaient dominé l'économie de Maui au siècle dernier. Après avoir rasé ces cultures, elles les remplacèrent par des stations balnéaires, des terrains de golf et des commerces, visant les touristes et les très riches cherchant à faire construire pour leurs vacances. Sur la plupart des terres qu'ils possédaient, et qui



Après l'incendie à Lahaina.

restaient non construites, les gros propriétaires fonciers laissèrent pousser de vastes étendues d'herbes secs, alliant s'enflammer et propager les feux. Pour les gros propriétaires terriens, c'était une dépense inutile, qui aurait entamé leurs profits, que de remplacer ces herbes par des végétaux résistant mieux au feu ou de simplement les faucher. Ces herbes ont fourni du combustible aux feux que les grands vents attisaient. Les incendies s'étendaient à une telle vitesse qu'il était impossible d'aller plus vite qu'eux.

Les hauts responsables du gouvernement ont fait preuve du même mépris à l'égard de la population que les grosses sociétés. Ils ne se sont jamais même préoccupés de moderniser les systèmes d'alerte précoce. Ainsi, les sirènes d'alarme n'ont jamais retenti, ce qui a laissé la plupart des gens dans l'ignorance du danger d'incendie. Le personnel de certains grands hôtels était si mal informé de ce qui se passait qu'il

a continué à enregistrer de nouveaux clients, alors même que d'autres clients s'enfuyaient pour sauver leur vie.

Aujourd'hui, des milliers de survivants vivent dans des abris, sans avoir nulle part où aller. D'autres ont quitté l'île pour rejoindre des amis ou des parents. Avant l'incendie, une grande partie de la population travailleuse vivait de façon précaire, devant faire face à des prix 13% plus élevés que sur le continent de même qu'à un manque terrible de logements. Rien qu'un mois avant cela, le gouverneur Josh Green avait déclaré que l'État d'Hawaï avait les prix les plus élevés du pays en matière de logements à acheter ou à louer.

Aujourd'hui, Biden et les officiels en haut lieu assurent les milliers de familles sans abri qu'on va les protéger et qu'on prendra soin d'elles. Des mots, rien que des mots. L'histoire prouve qu'après chaque catastrophe du passé, les capitalistes ont profité de la vulnérabilité et du désespoir de la population pour

accroître à bon compte ce qu'ils possèdent et pour accaparer la majeure partie de ce que le désastre obligeait à reconstruire, en augmentant la taille et le luxe de leurs stations balnéaires et de leurs programmes immobiliers, et en laissant les travailleurs dans la poussière.

Non, les catastrophes n'interrompent pas la guerre de classe que les capitalistes mènent contre les travailleurs. Les capitalistes ne se mettent pas soudain à développer de la compassion et de l'amour pour tous ceux qui travaillent et font tourner la société. Au contraire, la course des capitalistes à l'accumulation de toujours plus de richesse aux dépens de la classe ouvrière passe à la vitesse supérieure. C'est pour cela que la devise des gros capitalistes est: «*Il ne faut jamais laisser gaspiller une crise.*»

Une preuve de plus que la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de s'organiser de façon indépendante afin de se débarrasser de ce système pourri.

The Spark



Lutte ouvrière à votre rencontre

Ain

Jeu 24 août : Oyonnax
Ven 25 août :
Bourg-en-Bresse
Sam 26 août :
Bourg-en-Bresse

Bretagne

Jeu 24 août : Lanester
Ven 25 août : Vannes
Sam 26 août : Lorient

Charente-Maritime

Jeu 24 août : Rochefort
Ven 25 août : Saintes

Sam 26 août : Rochefort

Lorraine

Jeu 24 août : Metz
Ven 25 août : Thionville
Sam 26 août : Longwy

Pays-de-la-Loire

Jeu 24 août : Cholet
Ven 25 août :
La Roche-sur-Yon
Sam 26 août : Nantes

Seine-et-Marne

Jeu 24 août : Meaux
Ven 25 août : Chelles

Sam 26 août :

Champs-sur-Marne

Toulouse et sa région

Jeu 24 août : Muret
Ven 25 août : Auterive
Sam 26 août : Colomiers

Côte-d'Azur

Lun 28 août : Nice
Mar 29 août : Carros
Mer 30 août : Nice
Jeu 31 août : Nice
Ven 1^{er} septembre :
Toulon
Sam 2 septembre : Toulon

